



Guy Noël ANASTASIO

ABSTENTION la fausse solution



A Gignac les dernières élections cantonales ont été marquées par un bon comportement du Front de Gauche et par une forte abstention. Si le peu d'engouement des médias pour ce scrutin a pu peser, le phénomène abstentionniste est, de notre point de vue, plus profond et plus général.

Il touche principalement les jeunes et les classes populaires. Quelles en sont les raisons majeures ?

Il y a les déceptions dues aux alternances, les changements de majorité n'étant pas perçus comme une alternative politique crédible. Cela n'a pas amélioré la vie des gens et les écarts entre les plus aisés et les plus démunis ont continué de croître. Les politiques menées par la gauche et par la droite ne marquant pas assez les différences sur le fond, distillant ainsi l'idée de fatalité et d'impuissance, face aux marchés financiers.

Pourtant contrairement à l'opinion répandue, les gouvernements malgré la mondialisation, ont les moyens d'agir sur l'économie et disposent de marges de manœuvre importantes. **L'histoire nous enseigne que l'abstention, bien que considérée par les observateurs**

comme un acte protestataire, n'a pour autant jamais contribué à favoriser le progrès, ni la justice sociale. Bien au contraire !

S'abstenir, c'est tomber dans le piège et maintenir ad vitam aeternam au pouvoir, les mêmes politiques qui vont en s'aggravant.

En luttant contre la bi-polarisation si néfaste à la démocratie et contre l'abstention, le PCF veut prouver l'utilité de la politique. Ne pas la rejeter, mais à l'inverse, se la réapproprier.

Non tous les partis ne sont pas identiques. Une analyse factuelle nous montre que c'est dans les périodes où le PCF a été le plus influent, que les conquêtes sociales furent les plus nombreuses.

Nous croyons fermement que ce n'est pas de la politique que s'éloignent les français, mais de la manière d'en faire. **Avec le Front de Gauche, nous proposons à nos concitoyens un choix pérenne, pour faire de la politique autrement, en modifiant les choses en profondeur, par des réformes qui allient l'efficacité économique et la justice sociale.** Le débat est ouvert...

la citation LA CITATION la citation

« Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquis. »

Thomas Jefferson, 1802

CONTACTS PCF GIGNAC

Tel: 06 59 57 13 61

courrier :

PCF section de Gignac

24 rue de la République, 13 180 Gignac la Nerthe

courriel : marcosgon_fr@yahoo.fr

J'ADHÈRE AU PCF

J'ADHÈRE AU PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :
.....
.....
.....

Mail :

Tél :

GIGNAC



.com/MUNISTE



Décembre 2011

ÉDITO



Alain CROCE

Conseiller municipal communiste, conseiller communautaire Marseille Provence Métropole, Président du groupe Gignac J'y Vis

La finance ou la vie

En Europe, les populations vivent les effets des plans de rigueur, à vrai dire d'austérité, que les différents gouvernements tentent d'imposer à leur peuple. Au lieu d'affronter les tenants de la haute finance, les banquiers asphyxient l'économie, quémandant sans cesse l'aide d'Etat (donc l'argent du peuple !), ils se retournent toujours vers les mêmes pour mettre la main au porte monnaie.

Comme le disent « les indignés » du monde entier, des milliers d'américains qui ont envahi Wall Street, un symbole mondial de la finance :

l'austérité n'est pas la solution, mais le problème.

Les Etats Unis, le modèle du système économique qui inspire le notre, cherchent 3000 milliards de dollars pour combler leur dette, après avoir généré 46 millions de pauvres. Ainsi le pays le plus puissant du monde peut à la fois fabriquer des très riches et des très pauvres ! L'exemple grec est révélateur. Ce pays qui ne représente que 7% du PIB de l'Europe, a « affolé » les gouvernements et les marchés financiers.

.../suite page 2

Joyeuses fêtes de fin d'année

DIA GIGNAC JAMAIS LE DIMANCHE !



Depuis plusieurs dimanches, les salarié-es du magasin DIA Gignac, ex ED, mènent l'action pour préserver leur droit au dimanche de repos. Cette enseigne, issue du groupe Carrefour, filiale Ed, revendue aux espagnols de DIA, a une manière particulière de manager ses salariés. Sans concertation avec le personnel, songeant sans doute que l'absence de syndicat sur place, leur ouvrirait une voie royale, a décidé l'ouverture du magasin les dimanches depuis septembre. Pour ce faire, la pression exercée sur le personnel, sans aucun respect de leurs contrats, avec chantage au licenciement ou au déplacement en cas de refus, leur semblait suffisante.

Le personnel ne l'a pas entendu ainsi.

Il s'est organisé avec la CGT du commerce afin d'organiser la riposte.

Le PCF, ses élus à leurs côtés, ont soutenu immédiatement leur mouvement autonome. Le syndicat des commerçants de Gignac a saisi la municipalité de gauche qui a également, avec le maire, soutenu ce mouvement et interpellé la direction de DIA restant sourde aux interventions. Fort de ce soutien, ayant recueilli plus de 600 signatures des clients, l'action se poursuit.

Le Front de Gauche a invité les salarié-es de DIA à une soirée à La Mède qui a ovationné ces « nouveaux résistants » qui ne veulent pas subir une dégradation de leurs conditions de vie et de travail.



Isabelle Pasquet avec les salariés de DIA

Isabelle Pasquet, sénatrice avec le groupe communiste au Sénat, a déposé une proposition de loi afin de stopper cet engrenage du travail le dimanche, jour banalisé.

Leur dimanche travaillé, c'est le jour de repos de tous qui est en danger....

Marcos GONZALEZ

L'Humain d'abord

.../...

Les mesures prises par les gouvernements socialistes grecs et espagnols leur ont valu de cuisantes défaites électorales, après des cures d'austérité drastiques qui se sont succédées, démontrant que faire payer les salariés, brader au privé les entreprises publiques, ne résout en rien l'endettement du pays, pire met le pays dans l'impossibilité de se redresser et d'assurer son avenir.

Par contre la Belgique où la croissance est plus forte que dans les autres pays, y compris l'Allemagne, n'est pas prise en exemple alors que le journal Financial Times apprend que « c'est dû à l'absence de plan d'austérité et au fait que l'indexation automatique des salaires a été maintenue dans ce pays. »

Quand on y rajoutera que les mesures prises par les belges devant l'effondrement de Dexia, banque franco-belge ont été la nationalisation alors que Sarkozy a choisi de faire supporter à La Caisse des Dépôts et Consignations et à La Banque Postale les prêts aux collectivités territoriales...

L'urgence n'est donc pas dans la recherche obsessionnelle de la réduction des dépenses sociales pour réduire la dette de la France. Il faut donner au contraire à la population la possibilité de travailler, de vivre dignement de son travail, construire un avenir pour les futures générations. **En mettant comme priorité « L'HUMAIN D'ABORD », c'est toute l'ambition résumée du Front de Gauche pour la société nouvelle que nous voulons, qui reste à construire. Est-ce utopique que de vouloir cela ?**

Comme en 40 ?



Francis MEYLAN
Militant communiste et associatif
Fondateur du Secours Populaire Français
de Gignac-La-Nerthe

En 40, j'étais là et j'ai en mémoire la tragédie de notre passé. J'ai vu les longues files d'attente pour avoir un morceau de pain et quelque chose à se mettre sous la dent. Pendant que les mamans faisaient la queue pour le pain, nous les enfants allions faire de même pour avoir un peu de lait et quelques matières grasses.

A Gignac, comme en France, c'est actuellement le même niveau de vie qui se dégrade progressivement.

Si l'Europe venait à arrêter la distribution des surplus alimentaires, ce serait catastrophique. Près de 100 familles sont déjà à Gignac-La-Nerthe, à la limite de la « survie » (en dessous du seuil reconnu de pauvreté).

Ces personnes là font un petit repas à midi et n'ont souvent qu'un seul café au lait le soir. Il suffirait que la situation s'aggrave pour que cela nous ramène des années en arrière, au développement d'une mendicité déjà présente.

Je suis tenté de poser la question à Sarkozy : « à quand les cartes de ravitaillement comme en 1940 ? ».



Soirée réussie du Front de Gauche à La Mède avec la participation des gignacais, dont les salariés de DIA invités.

85 % DES FRANÇAIS PAS D'ACCORD...



Isabelle Pasquet, sénatrice communiste des Bouches du Rhône, et co-auteure de la proposition de Loi pour le repos dominical qui sera débattue le 9 décembre à la Haute assemblée venue rencontrer les salariés du magasin Dia.

Un sondage fait apparaître que 67% des Français (des actifs) seraient favorables au travail dominical. Mais ils ne sont que 17% à être disposés à travailler tous les dimanches et 50% à le faire occasionnellement. Certes, 67% des Français trouvent agréable que les magasins soient ouverts le dimanche, mais ils sont 85% à refuser de travailler ce jour-là.

Le renoncement au repos dominical est souvent un choix contraint pour des salariés sous-payés. Que faire quand, comme nombre de femmes dans la grande distribution, on gagne 160 euros par semaine ?

L'école d'abord

L'école publique est en danger !

Il faut arrêter la casse systématique du service public d'éducation.



Jean François SALLES
Conseiller municipal communiste, délégué à la vie scolaire

Depuis l'accession de Sarkozy au pouvoir en 2007, 66 400 postes ont été supprimés.

Cette année 16 000 postes d'enseignants, dont 8 967 dans les écoles maternelles et primaires, passeront à la trappe: une véritable purge qui conduit à des classes surchargées.

Pour nos seules écoles communales, c'est 61 postes, plus 40 postes de RASED supprimés qui ont disparu dans le département.

Pourtant, dans le même temps, 1 200 élèves supplémentaires sont accueillis.

En repoussant l'accès à la maternelle bien après deux ans dans la plupart des écoles, le ministre de l'Education nationale ne reconnaît pas l'importance de la scolarisation des jeunes enfants, prépare le terrain à une suppression progressive de l'école maternelle (par la création de jardins d'enfants) et un transfert des dépenses vers les communes.

Dans notre ville, depuis la rentrée la mobilisation de la municipalité a permis l'ouverture d'une classe supplémentaire en maternelle et avec l'aide des parents d'élèves cela a permis de ré-ouvrir une classe fermée par la règle de la calculette.

Par contre, alors que la charge administrative pesant sur les directrices et directeurs d'écoles ne cesse de s'alourdir et de se complexifier, les employés de vie scolaire (EVS) affectés à l'aide administrative à la Direction ont été purement et simplement supprimés.

Ces personnels embauchés en contrat précaire, à temps partiel et limité dans le temps, dont le dévouement allait bien au-delà de ce que leur salaire imposait, ont disparu, ce qui témoigne d'un profond mépris à leur égard et à celui des directions d'école.

La situation des directeurs est aujourd'hui encore plus difficile et les relations harmonieuses des établissements avec les familles sont menacées, du fait des difficultés

accrues pour prendre en compte les situations particulières des élèves ayant besoin de rendez-vous extérieurs médicaux ou paramédicaux, pour ne citer que ce seul exemple.

Parmi les écoles de notre ville aucune ne dispose d'EVS. Gignac n'échappe pas non plus aux attaques dont sont l'objet les Réseaux d'Aide et de Soutien aux Elèves en Difficulté (RASED).

Sur les 40 postes supprimés dans les Bouches-du-Rhône, notre commune est concernée par un poste, ce qui remet en cause profondément le travail qui était effectué sur l'ensemble des écoles. Cela pénalise scandaleusement les élèves les plus fragiles.

Il ne reste sur Gignac qu'un demi-poste de RASED pour nos 3 écoles élémentaires. Sans oublier les AVS dans l'Éducation Nationale, qui sont des assistants d'éducation, mis au service d'un accompagnement à l'intégration scolaire, individuelle (AVSi) ou collective (AVSco), des élèves handicapés.

Les AVS, comme tous les assistants d'éducation, sont des étudiants, embauchés pour six ans au maximum, à très bas salaire, de plus quasi systématiquement à temps partiel, sans formation autre que symbolique.

Les AVS risquent fort, à terme, de se substituer aux enseignants spécialisés : avec un salaire de professeur des écoles spécialisé, on doit pouvoir salarier environ trois AVS. Trop tentant !

Aucun AVS sur Gignac...

Nos propositions :

- Créer un fonds de lutte contre les inégalités,
- mettre en place un plan de recrutement massif d'enseignants qualifiés,
- consacrer 7% du PIB aux dépenses d'éducation, face à la hausse du coût de la scolarité,
- garantir une vraie gratuité de l'école en France.